

compté sur des relations outre-mer pour neutraliser le pôle d'attraction que constitue notre puissant et amical voisin du sud. Par conséquent, les Canadiens ont suivi leur tendance presque instinctive à développer et à maintenir des rapports avec des amis outre-mer. Aujourd'hui, les façons de penser adoptées il y a un siècle paraissent encore appropriées aux objectifs nationaux propres à sauvegarder l'unité nationale, la souveraineté et l'indépendance. Les contacts amicaux et la tradition de consultation politique établis au sein du Commonwealth sont aujourd'hui encore appropriés à la recherche de la paix et de la sécurité. Par l'entremise de certaines institutions, comme l'Organisation des Nations Unies, la Francophonie et le Commonwealth, les Canadiens peuvent participer, tant sur le plan gouvernemental que sur le plan individuel, à la solution des grandes questions internationales, dont la discrimination raciale et les conflits de race, les disparités économiques, les modalités changeantes du commerce, la pollution de l'environnement et la poussée démographique. Par conséquent, les Canadiens aident de façon très directe à promouvoir la justice sociale et à rehausser la qualité de la vie, non seulement pour eux-mêmes mais aussi à l'avantage d'autres peuples moins favorisés.

La Conférence de Singapour

La réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, tenue à Singapour en janvier, a révélé à la fois la force et les limites du Commonwealth. De l'avis du Canada, la Conférence a été plutôt satisfaisante. Avant la réunion, on craignait la désintégration de l'association à cause de la question fort épineuse du projet britannique de ventes d'armes à l'Afrique du Sud, mais cela ne s'est pas produit. Avant la Conférence, on a dit que la Grande-Bretagne devrait être expulsée du Commonwealth, ou que plusieurs États membres ayant à leur tête des États de l'Afrique de l'Est pourraient se retirer du Commonwealth, mais cela non plus ne s'est pas réalisé. Au contraire, les dirigeants du Commonwealth ont pleinement profité de l'occasion unique que leur offrait cette Conférence pour se consulter directement sur des questions importantes qui préoccupaient plusieurs d'entre eux ou qui les intéressaient tous; dans ce cas, c'était une question politique qui, pour certains, avait atteint des proportions critiques. Les chefs des 31 délégations se sont réunis avec le secrétaire général, sans conseillers, pendant deux journées entières. Ils ont discuté la question des ventes d'armes sous tous ses aspects, scrutant les positions divergentes et s'efforçant d'envisager le problème dans son ensemble et dans une perspective globale.

La question n'a pas été résolue à Singapour. Il ne semble pas non plus qu'elle doive être résolue au moyen du dispositif adopté à cette fin à la Conférence et qui est la création d'un groupe d'étude se composant de huit États membres du Commonwealth. Cet organe, comprenant le Canada, est chargé d'examiner tous les facteurs influant sur la sécurité des voies commerciales dans l'océan Indien et l'Atlantique Sud et de faire rapport aux gouvernements membres par l'entremise du secrétaire général. Le groupe n'avait pas encore tenu sa première réunion lorsque, vers la fin de février, la Grande-Bretagne a manifesté l'intention de vendre à l'Afrique du Sud sept hélicoptères WASP, estimant qu'elle y était tenue légalement en vertu d'accords qui remontent à 1955 au sujet de la base navale de Simonstown. Il convient de noter que cette décision britannique était conforme à l'attitude maintenue par M. Heath, premier ministre de Grande-Bretagne, pendant les discussions de Singapour, au cours desquelles il a rappelé avec instance que le Gouvernement britannique était libre d'adopter et de mettre en oeuvre les politiques qui serviraient